

De nombreuses entreprises françaises se portent au secours des Chinois sinistrés

LE MONDE | 16.05.08 | 13h08 • Mis à jour le 16.05.08 | 15h17

Article paru dans l'édition du 17.05.08.

Les entreprises françaises installées en Chine se mobilisent pour venir au secours des victimes du violent séisme qui a frappé le Sichuan. Elles sont nombreuses à proposer des aides à la reconstruction de cette région dévastée par le plus grave tremblement de terre de l'histoire de la République populaire. Lafarge, Veolia, Suez, Carrefour, PSA Peugeot-Citroën, EDF, Areva, L'Oréal ont décidé de verser rapidement des subsides (environ 3 millions d'euros au total) et de mettre leurs compétences techniques au service de la province sinistrée. Même si ces groupes s'en défendent, cet élan de générosité est une belle occasion de redorer un peu l'image de la France ternie par les incidents et les manifestations de soutien au Tibet qui ont marqué le passage de la flamme olympique à Paris et entraîné un net refroidissement des relations franco-chinoises.

Le groupe de matériaux de construction Lafarge, qui emploie 16 000 personnes dans le pays, est le seul à déplorer un mort et de graves dommages dans deux de ses 27 cimenteries chinoises proches de l'épicentre du tremblement de terre. Abrisés sous des tentes, 3 000 personnes (salariés et leurs familles) des sites de Jangyou, au nord de Chengdu, et de Dujiangyan reçoivent de l'eau, de la nourriture et des soins. En déplacement en Chine, le PDG du groupe, Bruno Lafont, a décidé de débloquer 1,5 million d'euros, en partie pour ces deux villes meurtries, et mis à leur disposition une cellule de crise de 50 professionnels. Lafarge va aussi fournir 2 000 sacs de ciment pour la reconstruction.

Les grandes enseignes de distribution Auchan et Carrefour, cibles d'une récente campagne de boycottage et de dénigrement, ont fait des dons : Auchan Chine a accordé 1 million d'euros à la Croix Rouge et à un fonds de reconstruction, Carrefour 200 000 euros d'aide d'urgence et 100 000 euros pour la reconstruction des écoles, versés à la Youth Foundation.

Le numéro un mondial du nucléaire, Areva, a débloqué 200 000 euros qui permettront à la Croix-Rouge de fournir des kits ménagers (ustensiles de cuisine, savons...) aux sinistrés. *"C'est une aide de première urgence, révisable en fonction de la demande"*, explique son directeur de la communication, Jacques-Emmanuel Saulnier. Le groupe de restauration collective Sodexo a aussi doté la Croix Rouge de 100 000 euros. Une somme identique a été versée par PSA Peugeot-Citroën, présent en Chine depuis 1992.

"C'est un geste de solidarité, nous ne recherchons pas le coup médiatique", affirme un porte-parole du groupe automobile. Carrefour récuse aussi toute récupération. *"Certes, on verra le logo 'Carrefour' sur nos deux camions, admet une porte-parole. Mais c'est bien la vocation de notre fondation internationale d'apporter, dans une telle situation, une aide humanitaire."* Alstom, très présent à travers des coentreprises franco-chinoises (trains, turbines) fera aussi un geste. *"Mais ce sera sans roulement de tambour"*, prévient son directeur de l'information, Philippe Kasse.

Au-delà de ce soutien ponctuel, certaines entreprises veulent montrer leur efficacité dans leur cœur de métiers, les services aux collectivités. A travers sa filiale Veolia Force, le groupe Veolia, présent dans la région avec une usine de traitement de l'eau et des canalisations, a expédié trois volontaires et deux stations mobiles pour l'eau potable, à la demande des autorités locales. Chacune alimentera 10 000 personnes par jour. Suez, dont le PDG, Gérard Mestrallet, conseille le maire de Chonqing, municipalité autonome de 32 millions d'habitants proche du Sichuan, a débloqué 160 000 euros pour cette mégapole. Il a offert son *"soutien technique"* (eau, assainissement) via la coentreprise Sino French Holding, créée en 1985.

"AIDE TECHNIQUE"

Outre une somme de 500 000 euros, EDF est prête à apporter "une aide technique" pour les réseaux d'électricité détruits et les barrages hydroélectriques fragilisés par le séisme. Les lignes téléphoniques ont été durement touchées dans le Sichuan et Alcatel-Lucent a mobilisé ses équipes locales d'Alcatel Shanghai Bell pour rétablir les réseaux. Quant à Schneider Electric, dont la première implantation remonte à 1979, elle remet en état les centres de distribution d'électricité là où rétablir le courant est une nécessité vitale, comme les hôpitaux, les stations de pompage d'eau et les réseaux de communication.

"Notre fondation, créée il y a dix ans, est intervenue dans nombre de sites sinistrés, en Indonésie après le tsunami de 2004, à La Nouvelle-Orléans après le cyclone Katrina de 2005, au Mexique ou au Pakistan. Elle nous a permis d'acquérir une solide expérience, raconte Gilles Vermot-Desroches, directeur du développement durable de Schneider Electric. Car après l'aide d'urgence donnée à des associations locales, il faut rester sur le site et reconstruire, ce qui nous permet de montrer à nos salariés que nous sommes à leurs côtés dans les moments difficiles et de nouer des relations profondes avec le pays."

Jean Michel Bezat, Isabelle Rey-Lefebvre et Frédéric Lemaitre (à Shanghai)

Article paru dans l'édition du 17.05.08.

L'ONU peine à faire accepter l'aide internationale à la junte birmane

LEMONDE.FR avec AFP | 15.05.08 | 20h29 • Mis à jour le 15.05.08 | 20h29



AP

Human Rights Watch a demandé aux organisations humanitaires de veiller à l'utilisation de l'aide qu'elles acheminent en Birmanie.

L'ONU a fait part, jeudi 15 mai, de sa volonté d'organiser, en Asie, un sommet d'urgence consacré à la crise humanitaire en Birmanie. Deux semaines après la catastrophe, dont le bilan officiel a été porté jeudi à 43 318 morts et 27 838 disparus, la junte militaire refuse toute opération d'aide internationale massive. Le bilan réel pourrait être beaucoup plus élevé : Londres a évoqué, mercredi, le chiffre de 200 000 morts.

Face à la gravité de la situation humanitaire dans le sud birman, un "sommet d'urgence va être

convoqué par le secrétaire général de l'ONU avec plusieurs pays d'Asie et dans la région", a annoncé le premier ministre britannique, Gordon Brown. La communauté internationale veut éviter une "deuxième catastrophe" en Birmanie et secourir la majorité des deux millions de survivants du cyclone.

"LA PIRE RÉPONSE DE L'HISTOIRE RÉCENTE"

Même si de plus en plus d'avions d'assistance humanitaire atterrissent à Rangoun, le régime birman limite le déploiement de travailleurs étrangers dans les zones les plus meurtries de l'Irrawaddy, dans le sud-ouest du pays. La junte accueille l'aide internationale, mais, obsédée par la défense de sa souveraineté, refuse toute opération majeure conduite par des étrangers.

Cette méfiance a conduit Mark Malloch Brown, haut responsable au Foreign Office, à qualifier la réaction des autorités birmanes de *"pire réponse de l'histoire récente"* à une catastrophe naturelle. En visite à Rangoun, le commissaire européen au développement Louis Michel a aussi réclamé des *"actions concrètes"* pour ouvrir davantage la porte à l'aide extérieure. Mercredi, il avait prévenu que ce pays risquait une *"famine"* en raison de la destruction de *"tous les stocks de riz"*. John Holmes, responsable des affaires humanitaires de l'ONU, espère se rendre à Rangoun afin d'*"éviter cette seconde vague de morts que nous craignons tous en raison du risque d'épidémies"*.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déjà réuni les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie est membre. Le secrétaire général de l'Asean, le Thaïlandais Surin Pitsuwan, a confirmé l'existence d'un *"consensus"* pour que l'Asean prenne la tête d'une *"coalition de la compassion"*.

CRAINTE DE DÉTOURNEMENTS

Dans le même temps, l'organisation Human Rights Watch a demandé aux Etats donateurs de s'assurer que leur aide n'était pas détournée par les autorités. Officiellement, la junte a promis d'enquêter sur toute mauvaise utilisation des secours aux survivants. Mais les organisations humanitaires et l'ONU craignent des détournements massifs.

Malgré la catastrophe, les autorités birmanes ont annoncé la victoire du "oui", à plus de 92 %, au référendum sur la nouvelle Constitution, maintenu le 10 mai dans les parties du pays non touchées par le cyclone.
